

SUJET DE THESE OU DE POST-DOCTORAT

Titre : Lutte contre le réchauffement climatique et renouveau de la politique industrielle : instruments, controverses techniques, anticipations économiques...

Directeur de thèse (encadrement du post-doc) : Thomas Reverdy,

Ecole doctorale : SHPT / **Equipe de recherche** : PACTE Régulation

Date de début (souhaitée) : Septembre 2023

Durée : 3 ans pour un contrat doctoral, 2 ans pour un post-doc.

Description du sujet :

La lutte contre le changement climatique concerne l'industrie, important émetteur de gaz à effet de serre, par ses équipements, ses activités logistiques et bien sûr ses produits. Différents instruments économiques participent à la formation d'une « demande » pour des changements technologiques : le marché des quotas d'émission de gaz à effet de serre a été relancé dans l'objectif d'augmenter les incitations économiques pour des actions de réduction des émissions (Neyland, Ehrenstein, et Milyaeva 2019). De même, la mise en place de certifications « vertes » de vecteurs énergétiques (électricité, gaz, hydrogène, carburant) crée aussi de nouvelles incitations à la décarbonation, accompagnées par la fiscalité, la demande des consommateurs, ou la prise en compte dans l'évaluation de la neutralité carbone...).

En parallèle de ces instruments de marché, de nombreux pays se sont engagés dans la mise en place de politiques plus interventionnistes, par des soutiens financiers aux investissements industriels et technologiques dans le contexte des plans de relance post-covid, dont une partie est consacrée à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Dans le cadre d'un projet interdisciplinaire porté par l'IDEX de Université de Grenoble-Alpes appelé DéfiCO2 (<https://defico2.univ-grenoble-alpes.fr/fr/>), le projet de thèse ou de post-doc aura pour objectif de contribuer à l'étude de ces politiques de décarbonation, leur définition, leurs recouvrements et leur articulation, d'examiner comment différentes parties prenantes anticipent leur évolution et participent à leur définition.

Ce projet pourra éventuellement contribuer à plusieurs débats contemporains en sociologie économique et en sociologie des techniques.

Le premier débat concerne la définition des politiques publiques et la place respective des instruments de marché (certification, quotas...) et de l'interventionnisme public par le biais de la politique industrielle. Longtemps contenue par le cadre européen du contrôle des aides d'Etat (Davies 2013), la politique industrielle française serait actuellement relancée par les enjeux de décarbonation. L'analyse des politiques nationales et européennes permettrait de mieux comprendre la nature et les conditions de cette relance et le déplacement de l'équilibre entre le recourt aux mécanismes de marché et la construction d' « espaces protégés » (Raven et al. 2016) par des interventions plus directes (Lauber et Jacobsson 2016; Lauber et Schenner 2011).

Le deuxième débat porte sur les controverses concernant l'évaluation des alternatives techniques au regard de leurs émissions de CO2. En effet, ces controverses accroissent l'incertitude des politiques

publiques, les mécanismes de marché comme les politiques de soutien ciblées (Boucher 2012). Des politiques initialement plébiscitées comme les biocarburants ont été fortement restreintes suite aux modifications des méthodes de calcul de leur impact (Laurent 2015). Or de très nombreuses initiatives en cours (comme la certification de l'hydrogène ou la valorisation des biocarburants) présentent des fragilités similaires.

Le troisième débat s'intéresse aux anticipations économiques (Beckert 2016) et aux promesses technologiques (Sovacool et Ramana 2015; Bakker 2011). Les entreprises industrielles commencent à établir une trajectoire de réduction de leurs émissions de GES et à investir dans le développement de nouvelles solutions techniques. L'anticipation stratégique des entreprises doit donc prendre en considération les incertitudes des politiques publiques (Sovacool, Baum, et Low 2023), que les interventions soient génériques ou dédiées à certaines technologies. Ainsi, l'enjeu de ce projet sera de comprendre par quels moyens les entreprises parviennent à anticiper l'action publique et ses effets économiques, et comment elles contribuent par leur influence à l'évolution de l'action publique (Konrad 2010).

Le projet de thèse (ou de post-doc) aura pour ambition de contribuer à un ou plusieurs de ces débats et sera décliné autour de certaines activités industrielles émettrices de GES ou à propos de technologies comme la capture de CO₂ pour l'enfouissement ou la réutilisation, la production de carburants de synthèse...

Mots clés : politique industrielle ; politique climatique, instruments d'action publique, anticipations économiques, promesses technologiques, expertise économique

Profil recherché : idéalement, une solide formation en sociologie économique, en sociologie des techniques ou en sociologie de l'action publique, une bonne connaissance des politiques de lutte contre le changement climatique, un intérêt pour l'industrie.

Procédure de candidature

1. Présélection sur dossier (date limite 1^{er} juin)

Les candidat(e)s pour un financement de thèse seront invité(e)s à envoyer leur CV, une lettre de motivation, leur mémoire de master (si terminé). Les candidat(e)s à un post-doc, leur mémoire de thèse, le rapport du jury ainsi que les publications. Nous vous encourageons à envoyer votre candidature dès que possible. La date limite est fixée le 1^{er} juin.

2. Audition (mi-juin)

Les candidat(e)s sélectionné(e)s seront invité(e)s à présenter un projet de recherche à l'oral. Le projet pourra s'inscrire dans un des cadres problématiques évoqués ci-dessus.

3. Résultat de la sélection (fin juin-début juillet)

Contact : Thomas Reverdy thomas.reverdy@grenoble-inp.fr

Bakker, Sjoerd. 2011. *Competing expectations: the case of the hydrogen car*. Uitgeverij BOXPress.

Beckert, Jens. 2016. *Imagined futures: Fictional expectations and capitalist dynamics*. Harvard University Press.

Boucher, Philip. 2012. « The role of controversy, regulation and engineering in UK biofuel development ». *Energy Policy* 42: 148-54.

Davies, William. 2013. « When is a market not a market?: 'Exemption', 'externality' and 'exception' in the case of European state aid rules ». *Theory, Culture & Society* 30 (2): 32-59.

Konrad, Kornelia. 2010. « Governance of and by expectations ». *Tentative Governance in Emerging Science and Technology. Actor Constellations, Institutional Arrangements and Strategies*. Enschede: University of Twente, 67-77.

Lauber, Volkmar, et Staffan Jacobsson. 2016. « The politics and economics of constructing, contesting and restricting socio-political space for renewables—The German Renewable Energy Act ». *Environmental Innovation and Societal Transitions* 18: 147-63.

- Lauber, Volkmar, et Elisa Schenner. 2011. « The struggle over support schemes for renewable electricity in the European Union: a discursive-institutionalist analysis ». *Environmental Politics* 20 (4): 508-27.
- Laurent, Brice. 2015. « The politics of European agencements: constructing a market of sustainable biofuels ». *Environmental Politics* 24 (1): 138-55.
- Neyland, Daniel, Véra Ehrenstein, et Sveta Milyaeva. 2019. *Can Markets Solve Problems?: An Empirical Inquiry into Neoliberalism in Action*. Goldsmiths Press.
- Raven, Rob, Florian Kern, Adrian Smith, Staffan Jacobsson, et Bram Verhees. 2016. *The politics of innovation spaces for low-carbon energy: Introduction to the special issue*. Elsevier.
- Sovacool, Benjamin K., Chad M. Baum, et Sean Low. 2023. « Reviewing the sociotechnical dynamics of carbon removal ». *Joule* 7 (1): 57-82.
- Sovacool, Benjamin K., et M. V. Ramana. 2015. « Back to the future: Small modular reactors, nuclear fantasies, and symbolic convergence ». *Science, Technology, & Human Values* 40 (1): 96-125.